

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 5 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

PARTI OUVRIER

AGGLOMÉRATION PARISIENNE

Aux travailleurs de la Seine,
Citoyens,

Notre appel a été entendu. Vous vous êtes comptés de 10 à 15 mille sur le Programme du Parti qui, en 1881, avant nos funestes divisions, ne réunissait que 12 mille suffrages.

Que nos adversaires traitent cette minorité croissante de quantité négligeable, ils sont dans leur rôle, étant donnés surtout les 200 mille travailleurs qui votent encore pour des Floquet et des Allain-Targé. Mais pour un parti révolutionnaire comme le nôtre, les voix se pèsent plus qu'elles ne se comptent.

Jamais, en effet, notre parti, qui ne voit dans les élections qu'un moyen d'agitation et de propagande, n'a mis ses espérances dans l'action parlementaire ou légale.

Il ne nourrit pas davantage le Proletariat de l'illusion de son affranchissement demandé à la substitution, dans les Chambres, d'un certain nombre d'ouvriers manuels aux propriétaires, fabricants et autres capitalistes députés de l'heure présente.

Nous savons, et nous avons toujours déclaré, que l'émancipation du travail est subordonnée à une révolution en vue de laquelle il faut préparer intellectuellement une minorité capable de diriger les événements et de les faire aboutir.

Grâce à vous, qui avez affirmé le seul programme proclamant ouvertement la nécessité de l'EXPROPRIATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DE LA BOURGEOISIE, cette minorité consciente est en bonne voie de constitution. Et cela nous suffit.

Vive le Parti ouvrier ! vive la Révolution sociale !

G. CRÉPIN, S. DEREURE, G. DEVILLE, J. GUESDE,
P. LAFARGUE.

LE BILAN

DE LA

RÉPUBLIQUE OPPORTUNISTE

Le succès des conservateurs aux élections du 4 octobre a surpris, étonné tout le monde, les monarchistes aussi bien que les républicains. C'est un terrible réveil : depuis des années on fredonnait sur tous les tons que la République s'acclimatait jusqu'au fin fond des campagnes, que tous les jours elle faisait de nouvelles recrues ; et l'on citait avec orgueil la conversion de financiers véreux, de bonapartistes et d'orléanistes remarquables par la vénalité de leurs opinions. Les opportunistes croyaient leur bail d'occupation du pouvoir indéfiniment renouvelable ; les radicaux attendaient patiemment leur tour d'entrer en jouissance. Le premier tour du scrutin les a fait tressauter comme des grenouilles quand une pierre tombe dans leur mare.

On peut dire que dans aucune élection on n'a autant fraudé, que les scrutateurs livrés à leur conscience ont appelé les noms de leurs amis et supprimé ceux de leurs adversaires ; on peut s'étonner que, par exemple, le département du Nord qui compte 663 communes, ait dépouillé en six heures de temps les votes de ses 80 candidats ; on peut citer certains propriétaires menaçant de hausser leurs fermages, et certains industriels de renvoyer leurs ouvriers si la liste conservatrice était battue ; on peut raconter de nombreux faits de pression, qui démontrent que le suffrage universel n'est pas libre et ne peut pas par conséquent être consulté avec certitude ; on peut avec raison faire remarquer que le scrutin de liste est encore moins sérieux que le scrutin d'arrondissement, et que ses défauts grandissent à mesure que la masse électorale consultée est plus considérable. Tout ceci est vrai, archi-vrai : mais cela ne suffit pas à expliquer le succès des monarchistes. Si, en 1881, on avait consulté la nation avec le scrutin de liste, les mêmes fraudes se seraient produites ; et, cependant, je crois que la majorité républicaine n'aurait pas été sérieusement entamée.

Si on étudie l'histoire politique de l'Angleterre on se convainc que le parlementarisme est un système

politique à bascule. Tantôt ce sont les conservateurs, tantôt les libéraux qui montent au pouvoir ; Girardin exprimait spirituellement le fait quand il disait : « Je ne puis trouver du bon chez Guizot, que lorsque je viens de prendre du Thiers ; et je n'apprécie un ministère Thiers que lorsque je subis un ministère Guizot ». Le parti de l'opposition bénéficie des fautes du parti au pouvoir et, pendant qu'il fait quarantaine aux portes du ministère, il se purifie de tous ses crimes, il se refait une virginité. Dans les pays où la forme du gouvernement est stable, comme l'Angleterre, la Belgique, les Etats-Unis, cet innocent jeu de bascule suit tranquillement son cours ; mais en France il est dérangé parfois par des révolutions et des coups d'Etat. — Un coup d'Etat monarchiste pourrait peut-être, dans un temps plus ou moins éloigné, détraquer notre machine parlementaire, il est donc important de rechercher les causes organiques qui ont permis aux monarchistes de regagner du terrain.

La France, ainsi que toutes les nations à civilisation capitaliste, traverse une terrible crise économique qui atteint toutes les couches sociales : cette crise est une conséquence fatale de la production capitaliste. Le gouvernement opportuniste au lieu d'essayer d'en atténuer les effets, s'est au contraire étudié à les aggraver.

Les raffineurs, qui se sont emmillionnés en vendant à leurs chers compatriotes le sucre deux et trois sous la livre au-dessus de sa valeur, n'ont eu qu'à se plaindre que la concurrence allemande et belge les empêchait de vendre leur sucre plus cher encore, pour que la majorité opportuniste s'empressât de voler une augmentation des droits d'entrée du sucre. — Les grands propriétaires fonciers et les gros spéculateurs en blé s'étant plaint à leur tour, la majorité avec le même bon vouloir leur vota des droits d'entrée sur l'hectolitre de blé. — Le pain et le sucre renchérent immédiatement ; cela inquiétait fort peu les opportunistes, puisque les seigneurs du sucre et du blé y trouvaient leur compte.

Les opportunistes, non contents de servir de la sorte les intérêts des riches, déclarèrent qu'ils entendaient ne rien faire pour les pauvres gens. Les délégués des ouvriers sans travail furent éconduits de la belle façon, on ne fit nul cas de leurs demandes. — Les mineurs d'Anzin ayant voulu suivre le conseil du ministre de l'intérieur, et former une chambre syndicale, la Compagnie renvoya les syndiqués ; par esprit de solidarité les camarades se mirent en grève, et envoyèrent une délégation au ministre de l'intérieur qui leur répondit qu'il ne pouvait intervenir dans une querelle entre le travail et le capital, ce qui ne l'empêcha pas d'envoyer des troupes pour rétablir l'ordre et écraser la grève. — Les compagnies de chemins de fer s'arrogeant le droit de briser les arrêts du suffrage universel, firent passer dans leurs bureaux une circulaire ordonnant à tous leurs employés de démissionner de leurs places électives. La presse s'émut et saisit l'opinion de cet acte d'autoritarisme ; la question fut portée à la Chambre ; le gouvernement qui subventionne les chemins de fer, répondit qu'il ne pouvait intervenir entre le travail et le capital et que tout patron avait le droit de supprimer les droits politiques de ses salariés.

Les opportunistes ne bornaient pas leur ambition à ne rien faire pour les travailleurs ; ils complotaient avec les financiers la ruine des petites gens. Le ministre des finances annonça bruyamment qu'il ne ferait pas de conversion ; le cinq pour cent montait ; mais quand les gros financiers eurent écoulé dans la masse paysanne et petite bourgeoise la rente cinq pour cent qu'ils avaient en portefeuille, le ministre opportuniste décréta la conversion que furent seuls à subir les gogos des campagnes et de la petite bourgeoisie.

Les opportunistes peuvent se vanter de s'être dévoués aux intérêts de la finance. Le bey de Tunisie menaçant de ne plus payer les intérêts de la dette dont il avait mangé le capital, les opportunistes conquièrent la Tunisie et annexent la dette Tunisienne, qui est aujourd'hui sous la garantie de la France. — C'est encore pour complaire à des financiers qu'ils ont entrepris l'expédition du Tonkin.

Les opportunistes ont lourdement augmenté les charges budgétaires de la nation ; voici quelques chiffres :

En 1875 le total des dépenses était de 3,025 millions
En 1883 — — — — — 4,146 millions

soit en huit années une augmentation de un milliard 121 millions.

En 1875 on payait d'impôts directs et indirects 3095 mil.
En 1883 — — — — — 3452 mil.

soit une augmentation de 357 millions, près de 10 fr. d'augmentation par tête.

Les opportunistes sont des maîtres dans l'art d'emprunter ; ils équilibrent leur budget à coups d'emprunt.

En 1878 les emprunts s'élevaient à	317 millions
1879 — — — — —	202 —
1880 — — — — —	413 —
1881 — — — — —	354 —
1882 — — — — —	79 —
1883 — — — — —	144 —

Total 1.509 millions

Mais ce n'est pas tout. La dette flottante dépassait un milliard, on la consolida ; c'était une manière détournée d'emprunter. Le milliard 192 millions que nécessita sa consolidation, fut fourni en grande partie par la Caisse d'Épargne. Le gouvernement mit sans façon la main sur les fonds qui s'y trouvaient.

Aussi la dette publique s'est augmentée pendant ces huit années de paix européenne, de 106 millions.

En 1875 la dette publique était de	1.230 millions
1883 — — — — —	1.336 —

Les opportunistes, depuis 1878 qu'ils détiennent le pouvoir, n'ont su rien faire pour soulager les misères occasionnées par la crise économique ; ils ont gaspillé les richesses et les forces navales et militaires de la nation, ils ont si follement compromis les finances de la France que la banqueroute s'impose.

Voilà les principales parmi les causes qui ont amené le mécontentement des masses et qui les ont jeté du côté des monarchistes réunis sous le titre de conservateurs.

Au vox populi vox Dei des bourgeois, dont le pouvoir est fondé sur la bêtise et les bulletins populaires, il y a longtemps que les socialistes ont répondu par ce mot prêté à Karl Marx — on ne prête qu'aux riches :

« Le suffrage universel n'est pas une urne mais une cruche. »

Mais il faut avouer que jamais, à quelque point de vue qu'on se place, il ne s'était montré encore aussi cruche que le 4 octobre dernier.

Ce ne sont pas seulement seize cent mille électeurs des départements qui, renchérisant sur Gribouille, par peur de la pluie de sang du Tonkin se sont jetés la tête la première dans la mer rouge du Mexique et de Sedan.

A Paris, ne voyons-nous pas les mêmes électeurs, par centaines de mille, voter à la fois pour Basly et pour Yves Guyot ? Pour Basly qui personnifia à leurs yeux la grève d'Anzin appuyée, soutenue jusqu'à la dernière bouchée de pain, et pour Guyot qui a attaché son nom au refus des 10,000 francs demandés au Conseil municipal pour les affamés des d'Audiffret-Pasquier et des Casimir Perier.

Que voit-on encore ? Les empoisonnés du commerce d'alimentation donner 141,000 voix au candidat de la sophistication des vins, un sieur Hude, qui bat Rochefort de 10,000 longueurs.

Et quel choix entre les représentants de la même politique !

Sur la liste radicale figurent : Clémenceau — quelqu'un — et Barodet — à peine quelque chose. C'est le « quelque chose » qui arrive premier. Clémenceau ne passera qu'après, avec les voix qui restent, s'il en reste.

Deux rédacteurs de la Justice sont sur les rangs : Longuet, un écrivain de race et un penseur de premier ordre ; Pichon, un politicien ordinaire. C'est Pichon qui décroche la timbale c'est-à-dire les 119,000 suffrages qui en feront un élu au deuxième tour ; Longuet, lui, est relégué au centième plan, dans la foule des inadmissibles, pour ne pas dire des *inclassés*.

Même intelligence des suffrageants de l'opportunisme. Ils n'ont qu'un homme de valeur : Ranc ; et Ranc reste sur le carreau, pendant que les de Hérédia, les Villeneuve, les Germain Casse, — pourquoi pas les Ruel — tous les grotesques, passent haut la main.

Le scrutin de liste, — on nous l'a assez rabâché — tend à élever le niveau intellectuel des assemblées.

Qu'aurait-ce été alors avec le scrutin d'arrondissement maintenu.

Pour le développement du SOCIALISTE

4^e liste de parts de propriété de 5 francs souscrites à ce jour :

Cne Garette, 1 ; — Demare, 1 ; — Fortin, 1 ; — B.... r. 1 ; — Grimpé, 1 ; — Schorlemmer, 2 ; — Penaud, 1 ; Total 8.

Total général à ce jour : 49.

Le Suffrage universel

Le suffrage universel est un des plus admirables instruments de gouvernement que possède la bourgeoisie : il fallut cependant que la révolution de 1848 le lui imposât, car elle n'avait que des préventions contre le suffrage universel.

Les élections de 1789 et de 1791 se firent à deux degrés ; les assemblées primaires des villes et des bourgs désignaient non les élus, mais les électeurs qui, réunis au chef-lieu du bailliage, procédaient à l'élection des députés de la circonscription : bien que dans les assemblées primaires de 1791 le vote fut très large, il n'était point universel. La Constituante, sur la proposition de Siéyès, décida que les domestiques à gages et les personnes ne payant aucune contribution ne feraient pas partie des assemblées primaires. Ce n'est que la constitution du 24 juin 1793 qui adopta l'élection directe et accorda le droit de vote à tous les citoyens. Mais la constitution de 93, dont l'application fut ajournée jusqu'à la paix, fut remplacée par celle de l'an III avant d'avoir été appliquée.

Après la chute de l'empire, le droit de vote ne pouvait être exercé que par ceux qui payaient une certaine quantité d'impôts. En conditionnant ainsi le droit de vote, la bourgeoisie issue de la révolution indiquait clairement que la classe propriétaire devait être la seule appelée à diriger les affaires politiques de la nation. Tout citoyen qui ne possédait rien ou qui ne possédait pas suffisamment pour payer le cens, était, comme le failli et le condamné de droit commun, privé de tout droit politique. La bourgeoisie se cramponna énergiquement à son monopole politique.

Les légitimistes furent les premiers à l'attaquer : dès avant 1830 ils commencèrent à réclamer le suffrage universel. Ils espéraient accaparer à leur profit les votes des paysans pour les opposer aux votes des bourgeois des villes. Louis-Philippe tomba aux cris de la réforme ; mais, par ce mot, les bourgeois n'entendaient qu'une extension du droit de vote ; et ce ne fut que par erreur que le suffrage universel fut octroyé en 1848. La bourgeoisie, (la fraction républicaine de la bourgeoisie surtout) revenue de sa surprise de 1848, voulut le supprimer après les journées de juin ; mais les bonapartistes, plus intelligents, s'en firent les défenseurs.

Les bourgeois, les bourgeois républicains surtout, professaient une sainte horreur pour le suffrage universel ; ils le combattirent avec plus d'acharnement que ne le font les anarchistes de nos jours. Mais depuis que Napoléon III leur a enseigné l'art de le faire parler, ils ont compris que le suffrage universel était l'instrument le plus perfectionné de gouvernement que jamais classe régnante ait possédé : le dernier terme du machiavélisme gouvernemental est, en effet, d'arriver à faire nommer par le peuple des travailleurs les gouvernants qui doivent le dépouiller et le livrer pieds et poings liés aux bourgeois qui l'exploitent.

Durant la dernière période électorale, j'entendis le citoyen Roubeau émettre humoristiquement à Vichy une bien grande vérité : « Vous êtes plus bêtes que les moutons, disait-il dans une réunion publique, vous n'avez jamais vu les moutons voter pour les loups, et vous vous votez pour les bourgeois qui vous volent. » C'est en effet vrai ; depuis que le suffrage universel est établi, les travailleurs n'ont voté, sauf à de très rares exceptions, que pour leurs ennemis, les bourgeois et les nobles. Toutes les assemblées électives n'ont été composées que de bourgeois bourgeoisant, c'est-à-dire ne s'occupant que des intérêts de la classe bourgeoise.

Les fautes les plus grossières, les crimes politiques les plus grands, n'ont jamais empêché la réélection d'un homme politique. Les radicaux qui, de tous les hommes politiques sont ceux qui trahissent le plus impudemment leur programme, ceux qui bercent de promesses mensongères le plus indécentement les électeurs, sont précisément ceux dont la réélection est la mieux garantie.

C'est parce que le suffrage universel est une farce, c'est parce que les Floquet, les Barodet, les Brialou et autres saltimbanques, n'ont qu'à se grimer tantôt en radicaux, tantôt en socialistes, et à faire la parade devant les électeurs pour obtenir des milliers de voix, c'est précisément parce qu'il est un instrument de duperie, que le suffrage universel est maintenu en vigueur par la bourgeoisie partout où il a pris pied, et qu'il se propage dans tous les pays parlementaires, chez toutes les nations à civilisation capitaliste. Eh! mon Dieu! nous n'avons jamais eu besoin des anarchistes pour apprécier à sa juste valeur le suffrage universel. Nous savons que tant que la nation sera divisée en deux classes, l'une monopolisant la fortune sociale et les immenses moyens d'action et de pression électorale qu'elle donne, et l'autre vouée au

travail salarié, ne pouvant par conséquent s'occuper de politique et avoir la liberté du vote, le suffrage universel sera le suffrage restreint : ce sera comme sous Louis-Philippe, comme au temps du cens, la classe possédante qui seule aura, en réalité, le droit de vote ; ce sera elle, l'infime minorité, qui fera voter, selon ses intérêts, l'immense majorité de la nation.

Mais l'abus que l'on peut faire du suffrage universel dans une société capitaliste, ne l'empêche pas d'être le seul mode de gouvernement dans une société égalitaire. Tous les peuples primitifs, chez lesquels tous les hommes sont égaux, recourent au suffrage universel pour la nomination de leurs chefs pendant la guerre et la paix. Le suffrage universel est la seule méthode gouvernementale qui permette à tous les citoyens d'une société de prendre part à la direction des affaires publiques. Aussi il n'existe pas de société bourgeoise ou ouvrière librement constituée, chambre syndicale ou société de secours, qui ne soit basée sur le suffrage universel : tous les membres votent les règlements, leurs modifications, nomment le président, le secrétaire et autres fonctionnaires. Le suffrage universel est la consécration de l'égalité des membres de la société.

Par conséquent, le suffrage universel ne peut exister réellement que là où tous les citoyens sont égaux, que là où il n'y a ni pauvres ni riches, que là où ceux qui votent jouissent d'assez de loisirs pour étudier toutes les questions sur lesquelles ils ont à se prononcer. Ces conditions ne seront réalisées que dans une société communiste.

Dans notre société capitaliste basée sur l'inégalité des conditions sociales, on ne peut posséder que de nom le suffrage universel sans jamais pouvoir espérer le posséder de fait. Au lieu de perdre son temps à débâter contre le suffrage universel qui n'existe pas, il faut se servir du peu de suffrage que nous possédons pour agiter la masse et la préparer à la révolution sociale et à la conquête du suffrage universel.

LA SITUATION

F. Engels, dans une lettre adressée à l'un de nous, a fait un exposé si clair et si juste de la situation qui nous est faite par les élections du 4 octobre, que malgré son caractère privé nous croyons devoir la porter à la connaissance de nos lecteurs.

Londres, 12 octobre 1885.

« Je ne vois pas que le 4 octobre soit une défaite, à moins que vous ne vous soyez livrés à toutes sortes d'illusions. Il s'agissait d'écraser les opportunistes ; ils ont été écrasés. Mais pour écraser, il fallait une pression des deux côtés opposés, de droite et de gauche. Que la pression de droite ait été plus forte que l'on n'aurait cru, c'est évident. Mais cela rend la situation beaucoup plus révolutionnaire.

« Le bourgeois, grand et petit, a préféré aux orléanistes et bonapartistes déguisés les orléanistes et bonapartistes francs, aux hommes qui veulent s'enrichir aux frais de la nation ceux qui se sont déjà enrichis en la volant, aux conservateurs du lendemain les conservateurs de la veille. Voilà tout.

« La monarchie est impossible en France, ne fut-ce que par la multiplicité des prétendants. Serait-elle possible, ce serait un signe que les bismarckiens ont raison de parler de la dégénération de la France. Mais cette dégénération n'atteint que la bourgeoisie, en Allemagne et en Angleterre aussi bien qu'en France.

« La République demeure toujours le gouvernement qui divise le moins les trois sectes monarchistes, qui leur permet de s'unir en parti conservateur. Si la possibilité d'une restauration monarchique devient discutable, le parti conservateur se divise à l'instant en trois sectes ; tandis que les républicains seront forcés de se grouper autour du seul gouvernement possible ; et, en ce moment, c'est probablement le ministère Clémenceau.

« Clémenceau est toujours un progrès sur Ferry et Wilson. Il est très important qu'il arrive au pouvoir, non comme bouclier de la propriété contre les communistes, mais comme sauveur de la République contre la monarchie. En ce cas il sera plus ou moins forcé de tenir ce qu'il a promis ; autrement il se conduirait comme les autres, qui se sont crus, ainsi que Louis-Philippe, « la meilleure des républiques » : — nous sommes au pouvoir, la République peut dormir tranquille ; notre prise de possession des ministères suffit, ne nous parlez donc plus de réformes promises.

« Je crois que les hommes qui le 4 ont voté pour les monarchistes, sont déjà effrayés de leur propre succès et que le 18 donnera des résultats plus ou moins clémenceautistes, avec un certain succès, non d'estime, mais de mépris pour les opportunistes. Le philistin se dira : — après tout, avec tant de royalistes et de bonapartistes, il me faut quelques opportunistes. — Du reste le 18 décidera de la situation ; la France est le pays de l'imprévu et je me garderai bien d'exprimer une opinion définitive.

« Mais, dans tous les cas, il y aura en présence radicaux et monarchistes. La République courra juste le danger nécessaire pour forcer le petit bourgeois à se pencher un peu plus vers l'extrême gauche, ce

qu'il n'aurait jamais fait autrement. C'est précisément la situation qu'il nous faut, à nous communistes. Jusqu'à présent, je ne vois pas de raisons pour croire que la marche si exceptionnellement logique du développement politique de la France ait déviée : c'est toujours la logique de 1792-94 ; seulement, le danger que causait alors la coalition, est aujourd'hui causé par la coalition des partis monarchiques à l'intérieur. A la regarder de près, elle est moins dangereuse que ne l'était l'autre..... »

F. ENGELS.

LE SOCIALISME A PARIS

De dépouillements partiels en dépouillement général, après avoir été manipulé pendant six jours par des milliers de fonctionnaires de tout ordre, le scrutin du 4 octobre a, pour la Seine, laissé les voix suivantes à la liste de Coalition que soutenait le Socialiste :

Ferdinand Gambon, ancien membre de la Commune : 50,213 ; — **Ed. Vaillant**, ancien membre de la Commune, conseiller municipal de Paris : 39,490 ; — **Henri Rochefort** : 131,535 ; — **Benjamin Flotte** : 13,661 ; — **Boulé**, conseiller prud'homme ouvrier, tailleur de pierres : 13,561 ; — **Emile Eudes**, ancien membre de la Commune : 31,202 ; — **Jules Guesde** : 15,413 ; — **Andrieux**, forgeron en voitures : 13,397 ; — **Lissagaray** : 30,753 ; — **B. Malon**, ancien membre de la Commune : 15,262 ; — **Drain**, conseiller municipal de Saint-Ouen : 11,882 ; — **S. Dereure**, cordonnier, ancien membre de la Commune : 12,275 ; — **Granger**, secrétaire de la Ligue pour l'abolition de l'armée permanente : 26,768 ; — **Albert Goullé** : 12,850 ; — **Henri Place**, déporté de 1871 : 10,640 ; — **Ernest Vaughan**, rédacteur de *l'Intransigeant* : 81,245 ; — **Paul Lafargue** : 11,558 ; — **E. Chauvière**, typographe : 13,912 ; — **Gabriel Deville** : 10,771 ; — **Henri Brissac**, transporté de 1871 : 13,890 ; — **Bergerol**, secrétaire général de la Fédération des groupes socialistes de la Libre-Pensée : 12,041 ; — **Ernest Roche** : 28,494 ; — **Daniel**, modelleur : 10,916 ; — **E. Fournière** : 10,738 ; — **Maës**, rédacteur de la *Bataille* : 12,212 ; — **G. Crépin**, caoutchoutier : 10,318 ; — **Tessier**, adjoint au maire de Montreuil : 10,187 ; — **Rysto**, ébéniste : 9,646 ; — **Blanck**, coupeur en chaussures : 8,290 ; — **Gerdy**, mécanicien, déporté de 1871 : 11,635 ; — **Ponchet**, menuisier : 11,723 ; — **Breuilé**, correcteur typographe : 10,299 ; — **Nourrit**, transporté de Juin : 13,841 ; — **Docteur Etienne Susini** : 12,832 ; — **Boisse**, cocher : 13,020 ; — **Oury**, sculpteur sur pierre : 10,090 ; — **Odin**, relieur-garnier : 10,145 ; — **Cocheri**, employé de commerce : 10,317.

C'est une moyenne (1) de 20,500 suffrages et de 17,492 si on laisse de côté les voix données à Henri Rochefort et qui sont incontestablement plus intransigeantes que socialistes.

La liste de la Fédération des travailleurs socialistes — ou des *possibilistes* — a réuni de son côté de 12,653 suffrages à 33,452, soit une moyenne de 18,173 voix.

Ce qui établit le compte total des voix socialistes pour le département de la Seine à 35,665.

C'est peu, beaucoup trop peu, si l'on songe surtout aux 37,690 électeurs que groupait aux dernières élections municipales de 1884 le socialisme révolutionnaire dans 58 quartiers de Paris seulement.

Le nouveau mode de votation n'est sans doute pas étranger à ce recul — au moins apparent. Le scrutin de liste, en élargissant outre mesure le champ de bataille, veut des moyens d'action que nous n'avons pas, que ne saurait avoir la classe des prolétaires, c'est-à-dire des volés. Journaux, affiches, bulletins, distributeurs de bulletins, tout devait nous manquer et tout nous a, en effet, manqué. Le scrutin de liste, d'autre part, dans les conditions notamment où il a fonctionné le 4 octobre, se prête à toutes les fraudes, à tous les escamotages, depuis le « dépouillement » si extraordinairement rapide du Nord connu dès le lundi matin à Paris et terminé par suite dans la nuit bien qu'il portât sur plus de 600 communes ou sections, sur près de 300,000 votants et sur quatre listes de vingt noms chacune, jusqu'au « dépouillement » non moins extraordinairement lent de la Seine qui, malgré plusieurs répétitions générales, a pris toute une semaine.

Mais si dépouillés et si désarmés que nous ayons pu être par la nouvelle pratique électorale, la grande, la principale cause de notre échec parisien est ailleurs : elle est en nous-mêmes, dans nos dissensions, dans le refus obstiné d'une fraction du parti de faire liste — et armée — commune, et dans les attaques odieuses dont cette fraction divisionniste a poursuivi les tenants de la même idée.

Aller divisés à la bataille était déjà — pour une avant-garde — une première et lourde faute, en créant forcément l'hésitation, l'incertitude dans la masse ouvrière encore prisonnière des partis bourgeois, et qu'il s'agissait d'entraîner dans nos rangs.

Mais on ne s'est pas borné à aborder séparément le champ de combat, et à tirailler les travailleurs entre deux listes rivales ; du côté des possibilistes on n'a eu de coups que pour les socialistes d'à côté ; journal, réunions, placards de la dernière heure, toutes les armes que l'on pouvait posséder, ont été détournées de la bourgeoisie pour ne viser et n'atteindre que les camarades transformés en unique ennemi.

Avec une semblable tactique, non seulement le recrutement devenait impossible, mais on devait être aban-

(1) Les moyennes s'établissent par l'addition ou la totalisation des voix obtenues par chacun des candidats, que l'on divise ensuite par le nombre des candidats.

donné — et on l'a été — par une partie de ses soldats retournés à la fois contre les calomniés et contre les calomniateurs.

Cette campagne de division et de calomnies qui a été meurtrière pour la cause, n'a d'ailleurs pas été moins néfaste à ses auteurs, à la fraction possibiliste qui a été punie, — et durement — par où elle avait péché.

C'est elle qui fait, en réalité, les frais du désastre commun, ainsi qu'en témoigne son propre organe officiel.

Dans le *Proletariat* du 10 mai 1884 (page 3, colonne 2), voici comment étaient réparties les 37,690 voix que nous avait données le scrutin communal :

« Candidats du parti (possibiliste). 33,604
« Candidats blanquistes, 3,219
« Candidats guesdistes (ou marxistes) 867

Or, les candidats possibilistes du 4 octobre n'arrivent qu'à une moyenne de 18,173 voix. C'est donc (18,173 retranchés de 33,604) une *perte nette de 15,431 voix*.

Les candidats de la Coalition — même en défalquant Rochefort — arrivent à une moyenne de 17,492 voix. C'est donc pour les marxistes et les blanquistes — qui ne renouaient l'année dernière que 3,219 suffrages plus 867 ou 4,086 un *gain de 13,406 voix*.

Au lieu d'opérer sur les moyennes, veut-on prendre le premier et le dernier candidat de chacune des deux listes, on n'aboutira pas à un résultat différent.

Si Joffrin avec ses 33,452 voix du 4 octobre, — dont quantité appartiennent aux bourgeois radicaux qui estiment qu'il y a lieu de faire la part du feu, c'est-à-dire une place à l'élément ouvrier manuel — ne perd en apparence que 152 voix, Berthaud avec ses 12,653, en perd en réalité 20,951.

Pendant qu'en faisant abstraction de notre côté, non plus seulement de Rochefort, mais de Vaughan, de Gambon, de Vaillant, d'Eudes, de Lissagaray et de Granger, Guesde avec ses 15,413 suffrages représente pour les marxistes et les blanquistes coalisés un *gain de 11,796 voix* et Blanck avec ses 8,290 suffrages un *gain encore de 4,204 voix*.

Si, comme les véritables vaincus du dernier scrutin, nous n'envisageons que notre organisation particulière ou notre « boulique », nous aurions lieu d'être fiers du terrain ainsi conquis d'une année à l'autre. Et nous pourrions entonner un chant de triomphe avec force graphiques à la clé. Nous sortons d'une lutte intestine, qu'il n'a pas tenu à nous d'empêcher, avec des forces aussi accrues que celles de nos rivaux ont diminué.

Mais telle ne sera pas notre conclusion. Incapables de cueillir la moindre joie dans le deuil général, nous ne voulons voir que la défaite momentanée du Parti et la leçon qui s'en dégage : c'est-à-dire la nécessité pour une revanche prochaine d'enterrer définitivement les vieilles haines et de faire la grande paix socialiste.

Révolutionnaires que des querelles indignes du prolétariat que nous servons sont en train d'épuiser, unissons-nous et la Révolution vivra!

L'Agglomération parisienne du Parti ouvrier a, en vue du second tour de scrutin, adressé la lettre suivante à l'Union fédérative d'une part, au Comité révolutionnaire central de l'autre :

Paris, le 12 octobre

Citoyens,

Pénétrés de la nécessité de faire surgir des élections parisiennes une affirmation socialiste révolutionnaire que les divisions du premier tour n'ont pas permise ;

Et s'élevant une fois de plus au-dessus des querelles de personnes et des jalousies de groupes ;

L'Agglomération parisienne du Parti ouvrier nous a, dans sa dernière séance générale, mandatés pour vous soumettre la proposition suivante :

1° Formation d'une liste partielle unique composée des deux candidats qui ont réuni le plus grand nombre de voix tant du côté de la Fédération des travailleurs socialistes que du côté de la Coalition socialiste révolutionnaire, soit :

F. Gambon 50,213 voix
Ed. Vaillant 39,490 —
J. Joffrin 33,452 —
J. Allemane 25,291 —

2° Appel commun adressé aux travailleurs de la Seine, qui ont une revanche à prendre et qu'a dû écœurer le scandaleux marché intervenu entre radicaux et opportunistes.

Si, comme nous voulons l'espérer, vous adhérez à cette campagne indispensable, nous serons heureux et fiers d'avoir — en dehors de toute candidature pour notre organisation spéciale — aidé à la concentration des forces ouvrières.

JULES GUESDE. — J. LÉPINE. — G. CRÉPIN.

LETTE D'ALLEMAGNE

Leipzig, 12 octobre

Enfin le grand procès contre les neuf députés socialistes, le soi-disant procès de haute trahison est fini et, comme vous le savez déjà, il s'est terminé par l'acquiescement de tous les accusés, à l'exception de nos amis Vollmar et Viereck qui faisaient défaut par suite de maladie. Ces deux derniers auront de nouveau à subir, d'après la loi germanique, la même comédie qui finira, bien entendu, par leur acquiescement.

Le procès a son histoire, son odyssée. Il date de longuain, depuis 1880. En inaugurant en 1878, la loi sinistre

contre le parti socialiste révolutionnaire allemand, le ministre de l'intérieur d'alors, M. d'Eulenburg a envoyé à tous ses préfets de police une circulaire *secrète* ordonnant des enquêtes secrètes sur les agissements les plus minutieux du parti mis hors la loi. Les bons préfets se sont empressés de faire de tous côtés des recherches, et déjà en 1880, le procureur impérial de Elberfeld auquel on donnait ordre de faire un grand procès, a dû s'y refuser pour cause d'absence de tout fait criminel. Le ministre de l'intérieur s'est adressé alors au ministère public de Kiel, mais avec le même succès. Depuis des ordres semblables ont été donnés aux procureurs de Leipzig, de Dresde, et toujours en vain. Enfin on a trouvé un procureur à tout faire et qui veut faire carrière, et le parquet de Chemnitz, en Saxe, a pris l'affaire dans ses mains sales et a confectionné un acte d'accusation contenant 108 pages in-folio. Mais qu'a démontré cette accusation, quels délits a-t-elle relevés ?

L'accroissement et le développement du parti socialiste sous et malgré la pression des lois exceptionnelles contre les propagandistes des idées subversives. Le gouvernement et l'armée de mouchards enrageaient de ne pouvoir frapper les ennemis du meilleur des mondes et de n'avoir pu empêcher les deux congrès socialistes, celui de Wyden en 1881 et de Copenhague en 1883 qui ont produit une si grande impression et qui ont eu une si grande influence sur le mouvement ouvrier en Allemagne.

Vous voyez quelles charges horribles pesaient sur les accusés. Les faits imputés aux socialistes étaient connus en Allemagne depuis longtemps, et cependant la Prusse, le plus réactionnaire des Etats allemands, qui ne recule jamais devant aucune infamie à perpétrer, — oui, la Prusse elle-même n'a pas osé faire un procès contre les socialistes.

Mais Bismarck a ses domestiques, et dans ce cas ce fut le ministre de l'intérieur de Saxe, M. le docteur Abeken qui donna l'ordre à son subordonné, le procureur de Chemnitz, de sauver la société et la patrie. Cependant le servile procureur a dû reconnaître dans l'exorde de son réquisitoire qu'il ne connaissait rien de l'organisation secrète du parti ; mais qu'il était impossible de nier que le parti ne possédât une forte organisation à juger par les nombreux congrès régionaux, par la distribution du *Social Demokrat* et des brochures socialistes par milliers d'exemplaires, par les listes de cotisation publiées dans les journaux, tantôt pour une cause allemande, tantôt pour soutenir les élections en France, etc... Mais toutes ces accusations ne parurent pas suffisantes pour justifier une accusation de crime de haute trahison, ainsi que l'ont démontré les défenseurs des prévenus.

Quant aux accusés, leur attitude fut énergique et décisive. Ils avaient décidé que seuls Bebel et Auer prendraient la parole et, grâce à eux, le procès n'a duré que trois jours au lieu de huit jours comme on le supposait ; Bebel et Auer ont réfuté tous les points de l'acte d'accusation, ils ont reconnu l'existence d'une organisation basée sur des relations personnelles entre les socialistes, et cela s'explique bien facilement, vu notre propagande depuis vingt ans. Cette organisation est indestructible, et aucune force du monde ne pourra la détruire partout où des milliers d'hommes ont une notion saine et ferme du socialisme moderne et une volonté bien arrêtée de propager ses théories. Ces hommes ne reculent devant aucun sacrifice, et c'est là toute leur organisation. Et comme preuve de cette organisation, Bebel dit que si en arrivant dans une ville quelconque il manifestait à un ami l'intention de tenir une grande réunion, des milliers d'ouvriers se réuniraient le soir même pour l'entendre, et cela sans affiches et sans annonces.

Après la défense de nos amis et les plaidoyers des avocats, le tribunal a ajourné le verdict à huitaine ; autrement dit, le tribunal avait honte de proclamer le verdict d'acquiescement sur le champ.

— Nous ne voulons pas finir notre lettre sans mentionner le chiffre des élections pour la Diète de Saxe du 15 du mois passé. Ces élections nous montrent une augmentation des votes socialistes. A Dresde les voix socialistes ont augmenté de 1566 à 2362, à Chemnitz de 900 à 1660, à Leipzig-campagne de 900 à 1560, à Plauen de 17 à 599. Liebknecht a perdu sa circonscription grâce à l'union de tous les partis de l'ordre, depuis les réactionnaires les plus enragés jusqu'aux soi-disant progressistes ou démocrates. Néanmoins notre parti compte dans le sein de la Diète cinq membres au lieu de quatre ; avec Liebknecht le petit parlement de Saxe a perdu une de ses meilleures forces.

O. Z.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Bordeaux. — D'après le recensement fait à la préfecture de la Gironde, les candidats socialistes révolutionnaires de ce département ont obtenu aux élections du 4 octobre :

Jourde, 1,173 voix.
Chapoullie aîné 931
Pallard 650
Nourrit 590
S. Faure 495
A. Maurin 467
Lacaze 463
Frédéric Borde 458
Démons 426
Tixier 421
Toyon 416

Lyon. — Le chômage devient de plus en plus général ; la vieille Croix-Rousse est morne et silencieuse ; sur le boulevard, les tisseurs discutent par groupe de dix, vingt

etc. ; il souffle un vent de révolte, l'hiver s'annonce rigoureux et le travail n'a pas l'air de reprendre.

Le conseil municipal refuse de prendre des mesures et il pourrait bien lui en coûter, les mairies sont assiégées de pères et de mères de famille demandant des secours ; le maire Gailleton dit qu'il va faire ouvrir de nouveaux fourneaux économiques.

Les travailleurs ne veulent pas de fourneaux économiques mais bien du travail qui leur permettra de vivre eux et leurs familles.

ÉTRANGER

Allemagne. — *L'Etat des revenus en Prusse.* — C'est une chose bien connue que la « richesse nationale », autrement la somme des milliards qui se trouvent entre les mains des classes possédantes, s'accroît d'année en année. D'autre part, la misère de la grande masse ouvrière manuelle ou intellectuelle, s'accroît dans la même proportion.

La classe moyenne s'appauvrit et les petits bourgeois dégringolent de plus en plus dans les rangs du prolétariat. Nous voyons ce phénomène partout où il y a une statistique officielle non falsifiée.

D'après Lange, la statistique est la science la plus révolutionnaire.

Prenons pour exemple la statistique officielle de la Prusse sur les revenus en 1877 et en 1884-85.

Il y avait d'après cette communication officielle en chiffres ronds :

Contribuables	1877	1884-85	Proportion
Sommes du revenu Marcs	8.649.000	9.357.000	plus 8 0/0
Revenu au-dessous de 600 marcs	7.293.000.000	7.683.000.000	— 4 0/0
Revenu jusqu'à 15.000 marcs	5.999.000	6.772.000	— 12 0/0
Revenu jusqu'à 3.000 marcs	2.108.000	2.005.000	moins 10 0/0
Revenu au-dessus de 3.000 marcs	379.000	389.000	plus 3 0/0
	162.660	191.845	— 17 2/30/0

En détaillant ces chiffres, nous les trouverons encore plus frappants. D'abord nous voyons une augmentation des exempts des impôts directs par suite de leur grande pauvreté. En 1877, il y avait 3.387.000 personnes exemptes de tout impôt direct, en 1884-85 elles sont déjà 4.041.000 — une augmentation de 19 0/0. L'autre extrême, c'est-à-dire les personnes qui ont un revenu de plus de 36.000 marcs par an, a augmenté de 26 0/0 ; leur nombre, de 2.293 personnes, est monté à 2.882. — D'après cette même statistique la fortune sociale annuelle est de 7.683 millions ; les ouvriers et les petites gens, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas un revenu au-dessus de 1.500 marcs, ne touchent que cinq milliards et demi de cette somme, le reste, c'est-à-dire deux milliards 238 millions, est partagé entre un demi-million d'individus.

Le même fait curieux se produit en Angleterre, où, d'après Dudley Barter, le revenu de la classe ouvrière monte à 300 millions de livres sterling (7.500 millions de francs), tandis que le revenu de ceux qui ne produisent rien se monte à 500 millions de livres sterling ou 12.500 millions de francs ! 15 millions d'ouvriers gagnent en suant sang et eau moins que quelques milliers de fainéants !

— Voici la réponse faite au nom du parti ouvrier allemand à l'adresse du parti ouvrier espagnol que nous publions plus loin :

« Hottingen-Zürich, 9 octobre 1885.

Au comité du parti ouvrier socialiste espagnol.

« Chers Camarades,

« Le citoyen Bebel (Liebknecht est en ce moment en prison) m'a chargé de la réponse à la lettre dont vous l'avez honoré.

« C'est avec une grande joie que nous y avons trouvé la confirmation du fait dont nous étions convaincus dès le premier moment, à savoir que nos camarades socialistes de l'Espagne n'ont rien de commun avec ceux qui réclament à cor et à cris la guerre dans votre pays. Nous savions d'avance que vous regardez avec nous l'affaire des fies Carolines comme une affaire de la bourgeoisie et que, tout en blâmant la manière brutale dont Bismarck a tenté de s'emparer de ces îles, vous ne faites point pour cela cause commune avec des gens auxquels vous ne reconnaissez non plus aucun droit sur les Carolines.

« L'attitude des partis socialistes en de pareilles circonstances est toute claire. Comme nos députés l'ont déclaré hautement au Reichstag, la démocratie socialiste est adversaire de toute la politique coloniale d'aujourd'hui car elle n'y voit que des efforts pour agrandir le domaine de l'exploitation capitaliste, pour prolonger le règne des iniquités actuelles aux frais des peuples sauvages qu'on ruine physiquement et moralement sous prétexte de les civiliser. Ennemie implacable des guerres en général, elle l'est surtout des guerres de brigandage dites coloniales ; et chaque fois que les dirigeants d'un pays en provoqueront une de ce genre, les socialistes des deux pays engagés s'associeront dans une protestation simultanée.

« C'est ce qui s'est fait dans le cas présent. Pendant que vous combattiez en Espagne le chauvinisme cultivé par des politiciens ambitieux, nous attaquions dans la presse la politique annexionniste de Bismarck, la prise de possession des fies Carolines. Et nos députés l'auraient aussi fait au Reichstag s'ils avaient été réunis, car à ce sujet il n'y a qu'une voix dans notre parti.

« A présent il paraît que la question sera réglée pacifiquement ; ce n'est pas que nos dirigeants obéissent à un sentiment de véritable justice ; ce sont les intérêts dynastiques qui l'emportent et qui cette fois exigent la paix, comme dans une autre occasion ils exigeraient la guerre. Soit.

« Mais cela ne nous empêchera pas de proclamer hautement notre solidarité avec nos frères d'Espagne.

« Vive le parti ouvrier socialiste espagnol, l'avant-garde du prolétariat espagnol !

« Vive l'Internationale des travailleurs! A bas le brigandage international!

« Pour le parti ouvrier socialiste allemand,
« ED. BERNSTEIN. »

Danemark. — Le socialisme moderne fait des progrès étonnants dans le petit pays de Danemark. Nous savons déjà que les ouvriers fondeurs et mécaniciens de Copenhague se trouvent depuis quelques mois en grève, grève pour laquelle ils ont déjà dépensé plus de 154.000 fr. Maintenant beaucoup de paysans des environs de Copenhague et de l'intérieur du pays ont résolu de prendre chez eux les enfants de grévistes et de les nourrir tant que la grève durera. Cet acte de solidarité généreuse a fait adhérer le grand poète norvégien Bjornstjerne-Bjornson au parti socialiste danois. Il est enchanté de la littérature socialiste et des journaux socialistes danois, dont l'un, l'organe officiel du Parti, le *Sozialdemograden* a un tirage de 20.000 exemplaires, et cela dans un pays de 2 millions d'habitants seulement, moins qu'à Paris.

Espagne. — Nous recevons communication de l'adresse suivante :

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
Comité local de Madrid

« Citoyens Liebknecht et Bebel,

« La bourgeoisie espagnole, alliée à une partie de la classe ouvrière, s'agit à propos de l'acte de spoliation réalisé dans les îles Carolines par le gouvernement de votre nation.

« Le parti socialiste espagnol ne peut aucunement s'associer aux manifestations dirigées contre votre pays et ayant pour but de provoquer une lutte qui serait soutenue par les travailleurs au profit de la bourgeoisie espagnole ou allemande.

« Cependant, en vue de l'attitude que le conflit international survenu entre la bourgeoisie des deux pays nous forcera d'adopter, nous vous prions de nous dire quelle sera la conduite que vous comptez observer à ce sujet ainsi que votre opinion sur le récent conflit.

« Nous sommes persuadés que, pas un moment, ne seront interrompus les courants de sympathie et de solidarité qui unissent les socialistes allemands et espagnols.

« Vive la classe ouvrière allemande!

« Pour le Comité,
« JEAN GOMEZ CRESPO,
« Secrétaire général. »

Russie. — Peu à peu on apprend la manière dont le czar fit son voyage de Kremsier. Il ne fallut pas moins de six différentes lignes de chemin de fer pour transporter l'auguste lâche et potentat de toutes les Russies de Pétersbourg à Pologne. Varsovie fut laissée de côté — c'est un point dangereux pour le héros en cotte de mailles. Les trains de passagers qui auraient pu rencontrer le train impérial, furent partout arrêtés au milieu de champs pendant de longues heures. Les passagers, sous peine d'arrestation, ne devaient pas quitter les compartiments, et en outre les trains arrêtés furent entourés de cordons de soldats. Même on défendit à un général russe en uniforme de quitter son coupé. — A son retour de Kremsier par le chemin de fer d'Odessa, on a fait 150 arrestations à Odessa. Naturellement, l'accueil du czar par ses féaux et aimés sujets fut des plus enthousiastes d'après la presse policière internationale.

Variétés

Manifeste communiste

III. — LITTÉRATURE SOCIALISTE ET COMMUNISTE

1. Le socialisme réactionnaire

a. Le socialisme féodal.

Par leur position historique les aristocraties française et anglaise se trouvèrent appelées à écrire des pamphlets contre la société bourgeoise. Dans la révolution française de 1830, dans le mouvement réformiste anglais, elles avaient succombé une fois de plus sous les coups du parvenu abhorré. Pour elles il ne pouvait plus désormais être question d'une lutte politique sérieuse, il ne leur restait plus que la lutte littéraire. Mais, dans le domaine littéraire, la vieille phraséologie de la restauration était devenue impossible. Pour se créer des sympathies, il fallait que l'aristocratie fit semblant de perdre de vue ses propres intérêts et qu'elle dressât son acte d'accusation contre la bourgeoisie dans le seul intérêt de la classe ouvrière exploitée. Elle se ménagea de la sorte la satisfaction de pouvoir accabler ses nouveaux maîtres de railleries et d'injures, et de fredonner à ses oreilles des prophéties de malheur.

C'est ainsi que naquit le socialisme féodal, mélange de jérémiades et de pasquinades, d'échos du passé et de vagissements de l'avenir. Si parfois sa critique mordante et spirituelle frappa au cœur la bourgeoisie, son impuissance absolue à comprendre la marche de l'histoire moderne finit toujours par le rendre ridicule.

En guise de drapeau, ces messieurs arboraient la besace du mendiant afin d'attirer à eux le peuple; mais dès que le peuple accourut, il aperçut leurs derrières ornés de l'antique blason féodal et se dispersa avec d'irrévérencieux éclats de rire.

Une partie des légitimistes français et la *jeune Angleterre* ont réjoui le monde de ce spectacle.

Quand les champions de la féodalité démontrent que leur mode d'exploitation diffère de celui de la bourgeoisie, ils oublient seulement d'ajouter qu'ils exploitaient dans des conditions et des circonstances tout à fait différentes et aujourd'hui surannées. Quand ils prouvent que sous leur domination le prolétariat moderne n'existait pas, ils oublient seulement de dire que la bourgeoisie moderne est précisément un rejeton fatal de l'ordre social féodal.

Ils cachent si peu, d'ailleurs, le caractère réactionnaire de leur critique, que leur premier chef d'accusation contre la bourgeoisie est justement d'avoir créé sous son régime une classe qui fera sauter tout l'ancien ordre social.

Encore n'est-ce pas tant d'avoir produit un prolétariat qu'ils imputent à crime à la bourgeoisie, que d'avoir produit un prolétariat révolutionnaire.

Dans la pratique politique ils prennent donc une part active à toutes les mesures violentes contre la classe ouvrière. Et dans la vie de tous les jours ils s'arrangent, nonobstant leurs discours boursoufflés, pour récolter les fruits dorés, et pour troquer toutes les vertus chevaleresques, l'honneur, l'amour et la fidélité, contre de la laine, du sucre, et de l'eau-de-vie.

De même que le prêtre et le seigneur féodal marchèrent jadis la main dans la main, de même voyons-nous aujourd'hui le socialisme clérical marcher côte à côte avec le socialisme féodal.

Rien n'est plus facile que de couvrir d'un vernis de socialisme l'ascétisme chrétien. Le christianisme, lui aussi, ne s'est-il pas élevé contre la propriété privée, le mariage, l'État? Et à leur place n'a-t-il pas prêché la charité et les guenilles, le célibat et la mortification de la chair, la vie monastique et l'Église? Le socialisme chrétien n'est que l'eau bénite avec laquelle le prêtre consacre le courroux de l'aristocratie.

b. Le socialisme des petits bourgeois

L'aristocratie féodale n'est pas la seule classe supplantée par la bourgeoisie; elle n'est pas la seule classe qui ait vu son existence s'étioler, et dépérir dans la société bourgeoise moderne. Les petits bourgeois et les petits paysans du moyen âge étaient les précurseurs de la bourgeoisie moderne. Dans les pays les plus arriérés quant au commerce et à l'industrie, cette classe continue à végéter à côté de la bourgeoisie qui s'épanouit.

Dans les pays acquis à la civilisation moderne, il se forme une nouvelle classe de petits bourgeois. Cette classe oscille entre le prolétariat et la bourgeoisie, et, comme élément complémentaire de la bourgeoisie, elle se constitue toujours de nouveau. Mais les individus qui la composent se voient sans cesse précipités dans le prolétariat par suite de la concurrence, et qui plus est, avec la marche progressive de la grande industrie, ils voient approcher le moment où ils disparaîtront entièrement comme partie intégrante de la société moderne et où ils seront remplacés dans les manufactures, dans le petit commerce et dans l'agriculture, par des contre-maîtres, des garçons de boutique et des laboureurs.

Dans les pays comme la France où les paysans constituent bien au delà de la moitié de la population, il était naturel que des écrivains prenant fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie, critiquassent le régime bourgeois, et défendissent le parti ouvrier au point de vue du petit bourgeois et du paysan. C'est ainsi que se forma le socialisme du petit bourgeois. Sismondi est le chef de cette littérature, aussi bien pour l'Angleterre que pour la France.

Ce socialisme analysa avec infiniment de pénétration les contradictions qui ressortent des rapports de production modernes. Il dévoila les palliatifs hypocrites des économistes. Il établit d'une façon irréfutable les effets meurtriers de la machine et de la division du travail; il démontra la concentration des capitaux et de la propriété foncière, la surproduction, les crises, la destruction fatale des petits bourgeois et des paysans, la misère du prolétariat, l'anarchie dans la production, la criante disproportion dans la distribution des richesses, la guerre

d'extermination des nations entre elles, la dissolution des vieilles mœurs, des vieilles relations familiales et des vieilles nationalités. Au fond, toutefois, ce socialisme des petits bourgeois ne fait que tendre, soit à rétablir les anciens moyens de production et d'échange, et avec eux les rapports de propriété surannés et toute la société surannée, soit à renfermer les moyens modernes de production et d'échange dans le cadre étroit des anciens rapports de propriété qui avaient été brisés, et fatalement brisés par eux.

Le système des corporations pour les métiers des villes et l'agriculture patriarcale pour la campagne, voilà son dernier mot.

Arrivé au dernier degré de son développement, ce socialisme ne sait plus que verser de lâches pleurs.

(A suivre).

Souscription permanente pour le développement de la PRESSE DU PARTI.

J. Lépine, 2,00 — G. Bazin, 2,00 — L. Dubois, 2,00 — L. Hennem, 2,00 — R. Fréjac, 2,00 — Mesa, 5,00 — L. Boulet, 5,00 — Briolle, 3,00 — Tilquin, 1,00 — Mercereuil, 2,00 — A. Le Tailleur, 5,00 — A. Meyer, 1,00 — Migeon, 1,00 — Herrmann, 2,00.
Total à ce jour : 35,00.

REVUE FINANCIÈRE

L'emprunt continu est la plaie du système social actuel. La société bourgeoise issue de la Révolution de 1789 n'a pas réfléchi aux conséquences de ses actes.

Elle a organisé sa vie en égoïste, sans s'occuper de l'avenir.

Elle n'a rien su prévoir et chaque génération s'est dit depuis : « Vivons le mieux que nous pourrons au milieu des difficultés créées par nos pères et après nous la fin du monde. »

Pendant ce temps, l'abîme se creuse, de plus en plus profond.

Tous les Etats civilisés ont été atteints par cette lèpre terrible : la *Dette publique* . C'est même ce qui distingue actuellement un Etat civilisé d'un pays barbare et l'importance de la dette d'un Etat est en raison directe de son degré de civilisation.

Les peuples sont forcés de produire outre mesure pour arriver à payer les intérêts de ces dettes contractées, pour la plupart, sans autorisation et dont le capital n'a souvent servi qu'aux gouvernants pour enrichir leurs partisans et combattre leurs ennemis.

Les Etats européens surtout ont des dettes colossales par suite des dépenses occasionnées par les guerres dont les despotes seuls ont profité pour leur gloire et leur intérêt dynastique.

Le résultat de ces luttes patricides a été pour les peuples la perte irréparable de plusieurs millions d'hommes et l'augmentation d'impôts qui pèsent lourdement sur le travail.

Même en temps de paix, les budgets de guerre sont considérables et rien ne fait prévoir la suppression de ces dépenses; cependant la situation ne peut se maintenir longtemps sans amener une révolte générale.

En attendant la révolution sociale qui seule pourra ramener l'équilibre social, plusieurs moyens sont proposés pour fournir à l'Etat, sans emprunt, les revenus dont il a besoin pour payer les intérêts de la Dette: l'impôt sur le capital, sur le revenu, le retour des héritages à l'Etat, etc..., mais ce ne sont là que des palliatifs insuffisants; même s'ils étaient acceptés par la société capitaliste, ils ne feraient que retarder la mesure qui s'imposera fatalement: annulation pure et simple des fonds d'Etats.

La Bourse de Paris.

Mercredi 14 octobre.

Les élections françaises et la question d'Orient influencent tour à tour le marché financier.

La baisse est générale.

Les rentes françaises sont faibles aussi. Le 3 0/0, qui est le type réel de la spéculation, a coté 78.60 au plus bas, et reprend un peu à 79.10; c'est encore une baisse de 1 fr. 55 depuis le début du mois. Il est probable que d'ici à la fin du mois, le cours de 80 fr. sera reconquis.

Le Crédit Foncier, après avoir coté 1260 fr. reprend à 1275 fr. Le cours de 1300 fr. est assuré d'ici peu. Les obligations de cet établissement ont résisté à la dépréciation.

Les titres du Canal de Panama ont été assez éprouvés. La Banque de France a baissé de 300 fr. en quelques jours.

PENAUD.

Le Gérant : DELADÈREERE.

Paris. — Imp. DELADÈREERE, 3, rue du Sommerard.

PROPAGANDE RÉPUBLICAINE-SOCIALISTE A. LECOURTOIS

libraire, 38, Rue Daubenton, PARIS

Livraison immédiate à domicile, à raison de 50 cent. et 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire*, aux *Sciences naturelles* et à la *Littérature* en général.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 c. broché, 2 fr. 25 c. richement relié; (14^e édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROTOXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^{er} contre 1 fr. 25.